

# République française - Le Représentant du Peuple Bailleul, en mission par Décret du 21 Germinal, pour assurer l'exécution des Lois relatives à l'Instruction publique.

**Numéro d'inventaire** : 1980.00013.28

**Auteur(s)** : Bailleul

**Type de document** : affiche

**Éditeur** : Directoire du département du Calvados (Caen)

**Imprimeur** : Le Roy (G.) Imprimerie Nationale

**Période de création** : 4e quart 18e siècle

**Date de création** : 1795

**Description** : Feuille imprimée en n&b en 2 colonnes séparées par une frise ornementale

**Mesures** : hauteur : 430 mm ; largeur : 348 mm

**Notes** : - En-tête du document : "République Française. Liberté, Egalité, Humanité, Justice. Du 25 Prairial, 3e année de la République une & indivisible." [13 juin 1795] -Arrêté en 7 articles de Bailleul, Représentant en Mission, concernant les nouvelles dispositions pour la nomination des instituteurs des écoles primaires en accord avec les nouveaux "principes de justice & d'humanité que la tyrannie semblait avoir bannie du territoire français." -A droite en bas, Arrêté d'application par le Directoire du département du Calvados en date du 7 Messidor an 3 [25 juin 1795].

**Mots-clés** : Textes normatifs relatifs à l'enseignement en France (législation, débats, BO)  
Politique de l'éducation

**Filière** : École primaire élémentaire

**Niveau** : Élémentaire

**Nom de la commune** : Caen

**Nom du département** : Calvados

**Autres descriptions** : Langue : Français

Nombre de pages : 1

ill.

**Lieux** : Calvados, Caen

# REPUBLIQUE FRANCAISE.

Liberté, Egalité, Humanité, Justice.

Du 25 Prairial, 3<sup>e</sup> année de la République une & indivisible.

LE REPRESENTANT DU PEUPLE BAILLEUL, en mission par  
Décret du 21 Germinal, pour assurer l'exécution des Lois relatives  
à l'Instruction publique.

CONSIDÉRANT, 1<sup>o</sup>. Que le défaut de sujets  
a été un des principaux obstacles à l'établisse-  
ment des Ecoles Primaires ;

2<sup>o</sup>. Que parmi les Instituteurs nommés, il  
s'en trouve qui sont loin de réunir les qualités les  
plus indispensables exigées par la loi ;

3<sup>o</sup>. Que plusieurs de ces choix ont été faits  
dans un temps où l'opinion n'était pas encore  
entièrement ralliée aux principes de justice &  
d'humanité que la tyrannie sembloit avoir ban-  
nie du territoire Français.

ARRÊTE ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les Jury d'Instruction primaire, seront renou-  
vellés au reçu du présent Arrêté. Les anciens  
commissaires pourront être réélus.

I I.

Aussitôt le renouvellement du Jury, il pro-  
cèdera à l'examen des Instituteurs & Institutrices  
déjà nommés, & destituera ceux des Instituteurs  
ou Institutrices qui n'auroient pas la capacité re-  
quise par la loi.

I I I.

Dans le cas où le Jury ne trouveroit pas un  
nombre suffisant d'Instituteurs ou d'Institutrices,  
capables d'enseigner, il choisira des sujets intelli-  
gents susceptibles d'apprendre, leur confiera le  
titre d'Instituteurs ou d'Institutrices, avec les ap-  
pointemens, & leur désignera l'Instituteur sous  
lequel ils étudieront jusqu'à ce qu'ils aient acquis  
le degré de capacité exigé par la loi.

I V.

L'Instituteur chargé de ces enseignemens, rendra  
compte au Jury des progrès de ses élèves, &  
le Jury, d'après un examen, déterminera le mo-  
ment où ils entreront en exercice.

V.

Les Instituteurs ainsi nommés, qui abandon-  
neroient l'enseignement, ou qui une fois en état  
de remplir leurs fonctions, refuseroient de le faire,  
seront tenus de restituer les appointemens qu'ils  
auroient touchés.

V I.

Les Instituteurs destitués, pourront être nom-  
més au terme de l'article 4.

V I I

Ces nominations seront toutesfois confirmées  
par l'administration du District, ainsi qu'il est  
porté dans la loi du 27 Brumaire, sur la for-  
mation des Ecoles Primaires. Le présent Arrêté  
sera imprimé & affiché par-tout où besoin sera.

L'Administration de Département, est chargée  
de son exécution ; le Procureur-général-syndic  
en rendra compte.

A SÉEZ, ce 25 Prairial, an 3<sup>e</sup>. de la République  
une & indivisible.

Le Représentant du Peuple, Signé BAILLEUL.

Le Directoire du Département du Calvados,

Vu l'Arrêté ci-dessus :

Arrête qu'il va être réimprimé, publié, affiché,  
& adressé à toutes les Communes du Département  
du Calvados, pour recevoir sa pleine & entière exé-  
cution.

En Directoire, à Caen, séance publique, le 7  
Messidor, 3<sup>e</sup> année Républicaine, où étoient les  
Citoyens J. M. NÉEL, Vice-Président ; LE  
FEBVRE, PETIT, BLASCHER & FERAL,  
Suppléant le Procureur-général-syndic.

Collationné,

J. M. NÉEL, Vice-Président ;  
GAMBIEY, Secrétaire général.

A CAEN, de l'Imprimerie Nationale, chez G. LE ROY.